

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 638

semaine du
21 au 27
janvier 2021

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Aucune confiance, aucun soutien à ce gouvernement !

Depuis des mois, appuyé sur une propagande quotidienne hallucinante, ce gouvernement aura menti sur tout, sur les masques, sur les tests, sur les vaccins... Au même moment, il ne lâche rien sur sa politique de démantèlement du système de soins. Et à coups de décret, il entend faire marcher au pas les médecins. Utilisant l'épidémie, il disloque l'École, l'Université, sacrifie la jeunesse, son droit à l'instruction et à un avenir. Profitant des milliards déversés à jet continu, les grands groupes restructurent à tout va et sabrent dans les effectifs. Sanofi, qui a empêché les milliards du CICE et du plan de relance, en pleine épidémie, annonce le 18 janvier qu'il supprime 400 emplois dans la recherche.

Aucune des mesures prises par ce gouvernement n'a quoi que soit à voir avec la protection de la population et de sa santé. Chacune de ses décisions n'a qu'une détermination : servir les intérêts du capital financier dont il est le représentant.

Aucune confiance, aucun soutien ne peuvent être accordés à ce gouvernement.

De plus en plus, la véritable nature de ce pouvoir est mise à nu. Dans la jeunesse, la classe ouvrière, dans de larges couches de la population, l'inquiétude, réelle, de l'épidémie

se combine à une profonde méfiance, à une colère grandissante contre ce pouvoir, contre le système qu'il incarne et qui conduit à la catastrophe. Parce qu'il est effrayé, c'est un gouvernement désormais réduit à un Conseil de défense qui dans le cadre d'un état d'urgence sans cesse reconduit poursuit sa fuite en avant autoritaire et répressive. Ce samedi 16 janvier, malgré une pression colossale et une confusion soigneusement entretenue autour de l'épidémie, malgré également l'extrême discrétion des sommets des confédérations, près de 200 000 jeunes et travailleurs ont manifesté pour le retrait de toutes les lois liberticides, à l'appel de la coordination

#StopLoiSecuriteGlobale et, dans un grand nombre de villes, avec les unions départementales des syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires. Et cela se relie à la résistance qui s'exprime dans la jeunesse, chez les travailleurs, au sein de leurs organisations et dont *Informations ouvrières* se fait l'écho. Chez les jeunes qui veulent vivre, étudier, travailler, être libres, dans de larges couches de la population, une profonde recherche est en cours : tous sont fondés à s'organiser, à s'unir sous toutes les formes et avec leurs organisations pour résister et stopper cette mécanique infernale.

L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE

Page 9

SEINE-ET-MARNE (77)

La grève à la raffinerie de Grandpuits reconduite jusqu'au 20 janvier

Les salariés de la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) sont en grève illimitée, avec leurs organisations syndicales CGT, FO, CFDT, depuis le 4 janvier pour s'opposer à la décision de la direction de l'entreprise Total de supprimer 700 emplois, en fermant l'usine, pour une reconversion du site vers un « projet écologique ».

Jeudi 14 janvier, l'assemblée générale des salariés a voté la reconduction de leur mouvement jusqu'au mercredi 20, date de leur prochaine AG. La veille, mercredi, une cinquantaine de manifestants se rassemblent devant la préfecture du département, à Melun, organisés par les raffineurs. Une délégation intersyndicale y est reçue par le préfet de

Seine-et-Marne. Devant la préfecture, les prises de parole se succèdent : après les élus et les personnalités politiques venus soutenir la grève, les raffineurs expliquent la situation et leur volonté de ne rien lâcher.

« C'EST AUX TRAVAILLEURS DE DÉCIDER EUX-MÊMES DE LA SUITE DE LA MOBILISATION »

La préparation et le déroulement de l'AG se font par des échanges entre grévistes, syndiqués et non syndiqués, sur des groupes WhatsApp spécifiques à chaque chaîne de production : « *C'est aux travailleurs de décider eux-mêmes de la suite de la mobilisation* », peut-on entendre. C'est la même démarche pour la caisse de grève gérée « *par et pour les travailleurs grévistes* ». ■

À lire aussi

Page 4

**Il faut que tous les étudiants reprennent les cours !
Il faut rouvrir les universités !**

Le Covid et la crise du capitalisme : regard sur l'aviation

■ Une contribution à la discussion (extraits)

Il faut se rappeler que les compagnies aériennes sont confrontées depuis longtemps à une compétition acharnée. L'émergence des compagnies low cost comme EasyJet, Ryanair ou Wizz Air en Europe a bouleversé l'industrie aérienne et accru la pression sur les compagnies historiques (...). S'appuyant sur des salaires bas, un modèle simple court et moyen-courrier et le digital. Présentant les conséquences dévastatrices de la pandémie de Covid-19 sur le secteur aérien et les perspectives à venir, le directeur général Europe de l'Airport Council International a déclaré fin novembre : « Clairement, nous voyons que les transporteurs à bas coûts sont les gagnants dans cette crise. Les plus importants ont les résultats financiers les plus solides et disposent de liquidités pour traverser la crise dans les mois à venir. » Mais l'avantage n'est pas suffisant. Pour faire face à la concurrence, « il faut être encore plus ultra low cost ! » a déclaré Jozsef Varadi, P-DG de Wizz Air. S'appêtant à ouvrir des lignes intérieures en Norvège, il s'oppose à la création de syndicats réclamés par les fédérations syndicales en arguant que « 50 % des Norvégiens ne sont pas syndiqués » et qu'il « n'a pas l'intention d'abandonner un modèle commercial qui fonctionne ».

De son côté, Ryanair espère creuser l'écart avec ses concurrents à la sortie de crise (...). Comme le rapporte le journal *Les Échos* du 2 novembre 2020, « comme toutes les compagnies, Ryanair a renégocié tout ce qui pouvait l'être : salaires, frais aéroportuaires, achats, locations d'avion... Les 5 à 20 % de baisse de salaires sur cinq ans imposés à ses salariés sous la menace de licenciements lui ont permis de gagner 7 € sur le coût au siège. Même chose avec la renégociation des contrats commerciaux avec les aéroports, parfois imposée sous la menace de fermer les lignes. »

« Il faut désormais nous habituer et nous préparer à vivre dans un monde de ruptures permanentes » (un directeur général)

La crise du Covid a permis aux patrons d'engager et d'accélérer la mise en œuvre des plans de restructuration pour essayer de rétablir les marges et les parts de marché (...). Le directeur général d'Air France a indiqué que la compagnie aérienne française « sortirait plus forte de la crise » et qu'il prévoyait un « avenir brillant », en insistant notamment sur les atouts spécifiques de sa filiale low cost Transavia dont les « coûts unitaires sont comparables à ceux d'EasyJet ». « La crise a effectivement contribué à accélérer la mise en œuvre du plan de transformation que nous avions présenté en novembre 2019 », a-t-il indiqué. Un plan qui prévoit (...) aussi 8 500 suppressions d'emploi et une remise en cause des acquis sociaux. Par exemple, les personnels navigants de Hop! dont les postes sont supprimés se voient proposer un transfert chez Air France, mais sans l'ancienneté, le grade et le salaire. Pour vingt ans d'ancienneté, cela revient à diviser par deux les revenus des salariés (...). Autre poids lourd du ciel européen, la compagnie British Airways s'est vue qualifiée



par des députés de la commission transports de la Chambre des communes de « honte nationale pour tenter de tirer profit de la pandémie afin de réduire les conditions de travail de son personnel ». Après avoir supprimé 12 000 postes, la compagnie envisageait de licencier plus de 30 000 salariés pour les réembaucher avec une baisse de salaire de 20 %. Devant les protestations, la compagnie aérienne a préféré jouer la carte de la « négociation » pour baisser sa masse salariale. Un accord avec les syndicats permet de baisser la rémunération des hôtesses et stewards de 15 % en moyenne, sauf pour les plus bas salaires. Mais de nombreux chefs de cabine principaux vont perdre leur rang pour revenir à celui d'hôtesse ou de steward, entraînant une chute de rémunération de 30 à 35 % (...).

La grève contre les menaces et le chantage

À chaque fois que les patrons obtiennent la signature des syndicats, c'est sous la menace et le chantage. Mais parfois, ça ne passe pas. L'accord British Airways ne couvre pas le personnel cargo qui est entré en grève à Noël pour s'opposer au « fire and rehire » (virer et réembaucher) dont l'objectif est de réduire le salaire des travailleurs en l'amputant de 5 000 à 12 000 € par an (...). Les mines graves et les larmes de crocodile n'y changent rien. La crise est une opportunité pour les hommes d'affaires et de pouvoir qui cherchent, depuis des années, à façonner les contours d'une société ubérisée débarrassée des conquêtes sociales et démocratiques, dans le seul but d'augmenter sans cesse leurs marges, leurs profits et leurs dividendes. L'immense majorité de la population, attachée, elle, aux libertés et aux acquis de la civilisation, veut vivre. Deux mondes se font face.

JE M'ABONNE À **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :